

## Édito

**L**ES ANNÉES PRÉCÉDENTES, nous avons organisé des sorties en car pour nous rendre sur les lieux de vie et lieux de lutte de la classe ouvrière alsacienne.

Cette année, nous comptons poursuivre dans cette voie aussi conviviale qu'instructive en visitant Strasbourg sous l'angle du militantisme syndical. En effet, les travaux entrepris dans le cadre du Maitron et des recherches récentes sur la Grande Guerre nous permettent d'esquisser la cartographie des lieux de vie et de lutte à Strasbourg. Nous proposons à nos adhérents et amis de retrouver l'implantation des syndicats et des partis, des lieux oubliés pour la plupart, un peu mythiques, où s'exerçait, au jour le jour, l'activité sociale des militants. Une visite guidée est ainsi prévue le 23 septembre prochain. Nous commencerons par la période allemande et le début du retour à la France. Nous suivrons un itinéraire qui nous amènera à découvrir les adresses des syndicats libres, des syndicats chrétiens, de l'imprimerie de la presse socialiste etc. Ce sera l'occasion de circuler dans un Strasbourg inconnu de beaucoup. Dans chaque quartier,

la personnalité d'un militant sera évoquée, d'après les notices du Maitron. Que ceux qui craignent la fatigue de la marche à pied ne s'inquiètent pas, les lieux sélectionnés sont accessibles à pied et en tram. Nous clôturerons l'après-midi par un apéritif que nous espérons pouvoir prendre dans un des lieux mentionnés.

Quelques semaines plus tard, nous organiserons la journée d'études annoncée dans le Bulletin 21, sur l'Alsace et la Révolution de 1917.

Le sujet ouvre des perspectives nouvelles sur le rôle et la position de l'Alsace dans l'internationalisme communiste.

Il nous faudra aussi, je l'espère, consacrer du temps et des forces à la diffusion du livre que nous attendons tous avant la fin de l'année. Vous voyez que les perspectives d'activités de l'association ne manquent pas.

Nous saluons l'arrivée de jeunes chercheurs que notre projet intéresse. Nous souhaitons les voir prendre le relais, apporter des idées nouvelles et même assurer à leur tour une partie du fonctionnement d'Almémos. C'est une belle preuve de vitalité.

Françoise Olivier-Utard

## Juin 2017

### Sommaire

#### Édito

Par Françoise Olivier-Utard

#### Itinéraire historique

Le Strasbourg militant  
au tournant du siècle 2–3

#### Notes de lecture

La Révolution russe,  
une histoire française...  
par Michel Roth 4

#### Archive

« Es lebe die  
Sowjetrepublik ! »  
par Michel Roth 4–6

#### Notices

Stahl Ernest – Roll Marie  
– Eisenring Alexandre –  
Camus Joseph – Charles  
Aschbacher 7–9

#### Panorama

Le congrès de Strasbourg  
de la Ligue des Droits  
de l'Homme et du Citoyen  
(5–7 avril 1920) par Léon  
Strauss 10–11

Agenda 11–12

## Itinéraire historique

### Le Strasbourg militant au tournant du siècle

**1 Le Soleil**, 2 Grosse Stadelgasse (rue de la Grange)

À l'ouest de la place Kléber, on se trouve sur les limites du principal quartier ouvrier de Strasbourg, qui s'étend d'ici jusqu'au Finkwiller. Ici eut lieu le 17 février 1884 à 7 heures du soir une réunion de l'association de la formation permanente ouvrière. Elle est présidée par le premier socialiste historique à Strasbourg, le cordonnier Dietrich Schmitz. Il a invité un non socialiste, le rédacteur du *El-sässer Journal*, Bodenheimer, à faire un exposé sur les caisses de sécurité sociale que Bismarck vient de créer. Bodenheimer se montre très objectif. Puis le président de séance Schmitz intervient : vous avez entendu ce qui nous attend ; il s'agit de rendre impossible l'existence de toutes les caisses libres. Nous nous sommes jusqu'à présent dirigés de manière autonome. Désormais, il sera impossible de donner son opinion lorsqu'on va verser sa cotisation mensuelle. Je vous invite donc à préserver notre force en poussant les petites associations professionnelles à nous rejoindre.

Le 1<sup>er</sup> mai 1897, pour huit heures du soir, le groupement des syndicats a réservé la salle du débit du Soleil rue sainte Hélène. C'est une réunion « privée » du SPD rassemblant 300 invités. Chants par la société Espérance, puis discours de Boehle sur la signification de la fête internationale du travail. Le commissaire reste dans la salle à côté jusqu'à la dissolution vers 23 h 30. Des réunions de syndicats professionnels, les ouvriers des transports, les tailleurs, continuent de se tenir ici, jusqu'en 1913.

**2 Auberge des Boulangers**, 1, Vieux-Marché-aux-Grains

Le 31/1/1897 a eu lieu dans l'obscurité d'une arrière-salle l'une des premières réunions du SPD à l'échelle de l'Alsace-Lorraine. 33 délégués représentant les sections locales siègent sous la présidence d'Emmel, typographe, représentant Sarreguemines ; Martin secrétaire de séance, correspondant d'un journal de Mannheim, représente Strasbourg avec Boehle ; Gek, d'Offembourg. Le commissaire Noak demeure dans la pièce à côté pour s'assurer que la réunion reste bien close. Il ne connaît pas tout le monde.

**3 La Mauresse**, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons

Lieu de réunion du syndicat le mieux organisé, celui des métaux, en croissance continue dans les années d'avant-guerre grâce à l'absorption des vieux syndicats de métiers, forgerons, ferblantiers. Le syndicat n'arrive néanmoins pas à pénétrer les Forges de Strasbourg.

Notices : Schulenburg, Brustewitz qui a habité tout près, rue des Seruriers. Georges Weill a croisé quatre fois par jour cet itinéraire, entre le lycée Fustel et son domicile rue Seyboth.

**4 L'Ancienne Douane**

C'est, depuis le 13<sup>e</sup> siècle, la halle de marché de la ville, avec quantité de bistrotts sur l'axe du Vieux-Marché-aux-Poissons. Trois réunions du 1<sup>er</sup> mai s'y tiennent ; en 1896, c'est la première qui se déroule dans un lieu prêté par la municipalité.

L'une des trois ou quatre boutiques abritées par la Douane est le commerce de cigares de Boehle, payé par le parti.

**5 Au Vieux Château**, rue de la Râpe

Lorsque les syndicats chrétiens forment un cartel, lorsqu'ils accueillent des protestants, ils cessent de se réunir dans les dépendances de la paroisse de la cathédrale et tiennent leurs meetings et leurs congrès ici, dans ce débit.

**6 Foyer Saint-Arbogast**, impasse des Échasses : RV de syndicats chrétiens

**7 Münsterhof**, rue des Juifs : salle de réunion des syndicats chrétiens

**8 4, rue de l'Arc-en-Ciel** : secrétariat des syndicats libres (1911)

**9 Rue de l'Aimant** : secrétariat des syndicats libres (1912-1914)

**10 15, rue des Dentelles** : première épicerie coopérative, ouverte en 1892.

**11 Au Chant des Oiseaux**, 7 quai des Bateliers

Historiquement le lieu le plus ancien, au bord du 2<sup>e</sup> quartier ouvrier, la Krutenau. La salle contient 100 personnes, mais il y a une cour aussi. Le 5 février 1874 se tient une conférence présidée par le typographe strasbourgeois Jung. Aux 100 personnes présentes, un orateur au-

trichien itinérant, Lindorfer vient parler de mécanisation, gains de productivité, chômage, concurrence interne, mais aussi de séparation de l'Église et de l'État, d'enseignement gratuit. Comme les spectateurs lui témoignent de l'hostilité, l'orateur continue son parcours vers la Suisse. Jung, lassalien, est préoccupé par des problèmes petits-bourgeois.

Le 7 septembre 1893, 100 partisans du SPD viennent, par un vote, désigner 7 agitateurs chargés de la propagande : sur les 7, il y a déjà trois alsaciens-lorrains d'origine : le typographe Trax, le cordonnier Scheld, le tailleur Spingler. Boehle également. Un seul 1<sup>er</sup> mai s'organise ici, en 1894. Le débit est le point de départ d'un groupe de 60 personnes qui, une fleur rouge à la boutonnière, parcourt la ville, entrant dans différents débits, et revenant pour une réunion de 180 personnes.

**12 Au Cycliste**, rue des Bateliers : siège de la CFTC

**13 Estaminet Schloegel**, 19, rue de la Krutenau : siège du syndicat chrétien des ouvriers communaux

**14 La Ville de Metz**, rue de la Krutenau

Sert aux réunions des syndicats professionnels ; c'est aussi le lieu de rassemblement pour les excursions en direction du Neuhof pour le premier mai, et du Pays de Bade rendre visite aux militants socialistes. En 1899 le syndicat des ouvriers du bâtiment et des manœuvres fête dès le samedi soir. Le lundi 2 mai, au retour de l'excursion au Neuhof, nouvelle fête avec nouveau discours de Lutz, pharmacien à Karlsruhe, l'orateur invité la veille au meeting de l'ancienne gare. En 1905 encore, 1000 personnes prennent ensemble le départ pour la plaine des Bouchers.

**15 Le Volksgarten**, 6, quai Zorn  
L'établissement, qui appartient à la Brasserie du Pêcheur et tenu par un concessionnaire non socialiste, est inauguré le 1<sup>er</sup> mai 1904. Il y a une entrée, un kiosque à musique, un restaurant, un parc pouvant contenir 1200-1500 personnes, sans compter les enfants ; 3000 en 1906 ont passé ici le temps de la fête. L'établissement offre de multiples avantages : on s'y exprime librement, les sociétés de chant et de gymnastique socialistes peuvent se produire comme elles l'entendent, on peut danser jusqu'à deux

## Itinéraire historique

heures du matin, sans déranger personne, étant donné que la ville ne s'étend pas encore jusque là.

**16 Imprimerie de la *Freie Presse***, 1, rue de Bienne, Le journal socialiste d'Alsace-Lorraine est né en 1898; il a été d'abord imprimé à Schiltigheim, puis quai Finkmatt. Grâce aux succès électoraux aux élections de 1912, le nombre des abonnements a fortement augmenté. On a donc proposé au comité du parti à Berlin de créer un nouveau siège pour l'organe du parti au-delà de la porte des Bouchers, à proximité de la caisse locale d'assurance-maladie, du nouveau secrétariat des syndicats. L'architecte Richshofer a élevé un immeuble de 51 mètres de façade sur toute la longueur de la rue de Bienne. Commerce, guichets et salle des machines sont au rez-de-chaussée, au 1<sup>er</sup> les bureaux, au 2<sup>e</sup> la bibliothèque et le secrétariat du parti, des logements au 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>.

**17 13, rue Jacques-Peirotes** : secrétariat du cartel des syndicats libres de Strasbourg (1914-)

**18 46, faubourg de Pierre** : à partir de 1906, permanence du syndicat chrétien, où sont présents Heinrich Kuhn et Franz Fischer.

**19 56-58-60, rue du Faubourg de Saverne** : sièges du parti communiste et de la CGTU (1929-).

**20 56, rue Jacques-Kablé** : Imprimerie Solidarité (presse communiste) et siège PC, 1923-1929

**21 56-58, rue Jacques-Kablé** : siège du parti communiste-opposition (1929-)

**La Coop de Strasbourg, Port du Rhin**

Les salaires de misère sont la conséquence de la concurrence internationale, notamment sur les étoffes de coton. Pour assurer la survie de leurs ouvriers, des industriels fondent en 1832 une « caisse du pain » à Guebwiller, première association de forme coopérative.

Le deuxième temps des coopératives se situe dans les années 1863-1869, sous l'influence du mouvement

fourieriste. L'industriel Scheurer, l'enseignant Jean Macé, les loges maçonniques développent, autour de Mulhouse et de Colmar, sous une forme coopérative, des bibliothèques, puis des organismes de crédit; Beblenheim connaît, en 1867, sa première épicerie coopérative, qui vend surtout du sucre. À Strasbourg l'adjoint au maire Zopf développe le logement coopératif.

La loi d'Empire allemande du 1/5/1889, en donnant un cadre légal aux coopératives ouvrières, tout en éliminant les bistrotts coopératifs, relance le mouvement coopératif, dont l'essor est contemporain de celui des syndicats et du parti. Le 28 novembre 1892 est ouverte la première épicerie coopérative, au n°15 rue des Dentelles; on y cuit du pain dès mars 1903. Bientôt trois boulangeries, 11 magasins s'ajoutent. Et en 1911 la Ville cède au Port du Rhin un terrain d'une taille destinée à des extensions ultérieures.

Jean-Pierre Hirsch



Eric AUNOBLE

*La Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917.*

La Fabrique éditions, 2016.

Quels furent en France les récits, les lectures de la Révolution russe depuis 1917 jusqu'à nos jours? L'auteur nous propose de comprendre comment s'est effectué le passage de l'engouement au dénigrement et à l'effacement de l'évènement, au moyen d'un vaste corpus d'ouvrages politiques, historiques ou romanesques. Il distingue quatre périodes : 1917–1939, après 1945, 1968, et après 1991.

Dans l'entre-deux guerre, c'est une révolution méconnue, en ce que, passée l'hostilité initiale de la presse reflétant le point de vue des intérêts français dans la guerre, elle est largement ignorée dans les deux décennies suivantes, car la menace bolchévique paraît lointaine. Peu de travaux académiques, affrontement droite et gauche dans le débat d'idées (complot juif pour l'une, assimilation à la Révolution française pour l'autre), les révolutionnaires se font historiens (Victor Serge, Makhno, Trotsky) et le Parti communiste édite et diffuse de nombreux ouvrages consacrés à la Russie, bénéficiant par ailleurs dans les années 30 d'un quasi-monopole pour la littérature soviétique qui met en avant le réalisme socialiste.

Après 1945, puissance de l'État soviétique aidant, le Parti communiste poursuit la diffusion d'ouvrages sur la révolution russe mais en la sacralisant ou en la présentant comme un processus historique prédéterminé par des causes structurelles. Les réseaux anticommunistes de leur côté diffusent une analyse totalitarienne (Raymond Aron, Branko Lazitch, Boris Souvarine), mais leur audience est restreinte.

Dans les années 60, alors que 1917 se dépolitise, l'auteur observe un renouveau de l'historiographie, dans le contexte de la déstalinisation amorcée par Khrouchtchev, avec le retour de l'histoire événementielle et les travaux de jeunes historiens (Marc Ferro, Hélène Carrère d'Encausse entre autres) basés sur les acquis notamment de la recherche soviétique. Toutefois, les études françaises des années 60 réduisent la révolution à l'action du parti et de ses dirigeants, ce qui ne répond à la critique

de l'école totalitarienne sur la transformation de la révolution en dictature. À l'aube de mai 68, cependant, on s'oriente vers une histoire sociale, qui présente les aspirations des différents groupes sociaux et nationaux en Russie (Ferro), et explique les origines du stalinisme dans la situation politique et sociale (Jean Elleinstein) ou dans la bureaucratisation des soviets ou comités d'usine s'ajoutant à l'absolutisme bolchevique, sur fond d'une tradition de fonctionnarisme héritée du tsarisme (Ferro). Si mai 68 voit la réédition de classiques trotskystes ou de textes de Staline du côté maoïste, il n'y a pas de regain d'intérêt pour 1917 (sauf chez le courant anarchiste), alors que les nouvelles révolutions (Cuba, Nicaragua) attirent davantage. Le retournement de l'opinion sur la révolution russe s'amorce avec la parution en 1973–1974 de *L'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne, qui vise explicitement le communisme. L'impact dans l'opinion est considérable. D'autres ouvrages dans cette période, comme *Les origines intellectuelles du léninisme* de Besançon (1977) ou *le Léninisme* de Colas (1982) pour qui les formes génocidaires du communisme sont inhérentes au projet léniniste, vont dans le même sens.

Après 1991, la disparition de l'URSS fait disparaître l'argument majeur des études soviétiques en France. Deux ouvrages vont, selon l'expression de l'auteur, « précipiter la révolution russe en enfer » : en 1995, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle* (Furet) et en 1997 *Le Livre noir du communisme* (Courtois, Furet, Werth). Pour Aunoble, ces ouvrages, reprenant les thèses de l'historiographie totalitarienne et faisant abstraction du contexte social de l'époque et de la volonté de trouver une solution radicale aux problèmes, visent à dévaloriser la révolution russe, à renvoyer dos à dos fascisme et communisme, et à combattre une culture révolutionnaire typiquement française. Se voulant une réponse aux deux livres précités, *Le siècle des communismes*, qui constate la pluralité des communismes, insiste sur le fait que les traits du pouvoir communiste associés au totalitarisme sont un héritage de la Russie tsariste, le Parti reproduisant les tares d'un mode de fonctionnement autocratique. Quant aux pratiques de violence, les gouvernements antérieurs aux bolcheviks les

avaient déjà utilisées, avant que les bolcheviks ne les systématisent. Il n'empêche : le nouveau credo, largement relayé par les médias, occulte les luttes politiques et sociales qui ont eu pour cadre la Russie entre 1917 et 1921. L'attention prêtée aux questions de violence induit un changement de point de vue sur l'histoire de la révolution russe en ce que l'on privilégie le sort réservé aux victimes, en excluant les autres facteurs (révolution industrielle par exemple). L'humanitarisme risque de devenir la clé de lecture de l'histoire, la révolution apparaissant comme un produit dérivé de la guerre.

Pour Aunoble, une autre lecture de la révolution reste donc possible, à partir d'auteurs non traduits, notamment anglo-saxons, de la publication de documents originaux et de l'étude de la classe ouvrière encore peu développée. Alors que les références à la révolution russe ont disparu de la culture de gauche, dans une période de recul général de la politisation et de la conscience historique, une orientation de recherche visant à rendre leur statut d'acteurs à ceux qui ont vécu les événements répondrait à la nécessité de penser une transformation sociale à venir. L'état du monde contemporain permettrait de penser qu'on est sorti du XX<sup>e</sup> siècle pour revenir à l'avant 1917. Dès lors, si la révolution russe est « inactuelle », elle n'est pourtant pas devenue anachronique.

Michel Roth

## « Es lebe die Sowjetrepublik ! »

En décembre 1921, la CGT connaît sa première scission : au sein de la CGT, les anarchistes, syndicalistes-révolutionnaires, et les communistes (appelés « les minoritaires ») sont hostiles à la politique de « présence » de la CGT qui a rallié l'Union Sacrée en 1914. Ils reprochent à ses dirigeants l'échec des grèves de 1920, qui voient la révocation de 18.000 cheminots, et enfin ils souhaitent que la CGT rejoigne l'Internationale syndicale rouge (ISR), créée en juillet 1921 dans le prolongement de la de la création de la III<sup>e</sup> Internationale en mars 1919. L'ISR entend organiser les masses ouvrières contre le fléau réformiste représenté par La Fédération Syndicale Internationale (FSI dite Internationale d'Amsterdam), dont la CGT est membre. L'affrontement avec la majorité réunie autour de **Léon Jouhaux, opposée à la subordination du syndicat au parti communiste**, condition de l'adhésion à l'ISR, se conclut par la rupture et la création en décembre 1921 de la CGTU-Confédération Générale du Travail Unitaire- qui tiendra son premier congrès du 25 juin au 1<sup>er</sup> juillet 1922 et adhèrera à l'Internationale Syndicale Rouge.

L'Alsace connaît la même évolution au sein de l'Union régionale des syndicats d'Alsace-Lorraine (USAL), membre de la CGT depuis sa création en janvier 1919. A son congrès de Mulhouse les 18 et 19 septembre 1920, les partisans de l'adhésion à l'ISR rassemblent 80 des 198 délégués présents. Quelques mois plus tard, au congrès des syndicats CGT du Bas-Rhin des 18 et 19 juin 1921, l'adhésion à l'ISR est soutenue par 44 voix, contre 50 pour le maintien dans l'Internationale d'Amsterdam. Finalement, début 1922, des unions départementales CGTU se constituaient dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin.

Le prestige de la Révolution russe est immense auprès des « minoritaires » qui placent tous leurs espoirs dans « la force propulsive d'Octobre 17 »<sup>1</sup>. La presse syndicale de la CGTU va le refléter. En Alsace, *Der Proletarier*, organe des syndicats unitaires d'Alsace CGTU, qui paraît à partir de décembre 1923, publie des ar-

ticles consacrés à la révolution russe et à l'Union soviétique, comme par exemple celui du 15 novembre 1925 intitulé « Le mouvement international ouvrier et la Révolution d'Octobre » ou encore celui du 25 octobre 1927, paru à l'occasion du dixième anniversaire d'Octobre 1917 intitulé « Es lebe die Sowjetrepublik ! » (« Vive la République des Soviets » !), signé de Joseph Mohn, secrétaire de l'Union régionale CGTU.

Cet article s'articule autour de trois thèmes : la signification politique de la Révolution russe, la construction et le renforcement du socialisme, l'appel à défendre la révolution russe.

La Révolution russe, étant entendu qu'il s'agit de celle d'Octobre, signifie à la fois la chute du pouvoir capitaliste en Russie et la victoire sur le camp impérialiste. C'est une Russie nouvelle qui apparaît, avec la dictature du prolétariat et la propriété de l'État, qui remplacent celles de la bourgeoisie, le pouvoir des soviets, la liberté et la fraternité entre les peuples.

Le camp impérialiste a été vaincu, en ce que, fin 1920, la Révolution d'Octobre a remporté la victoire sur les interventions étrangères et les armées contre-révolutionnaires. Ce premier thème est repris du Manifeste du Comité exécutif central de l'URSS pour le dixième anniversaire de la Révolution russe.

L'article développe ensuite la construction et le renforcement du socialisme dans un pays arriéré sur le plan économique et culturel et dévasté lors de la Première Guerre mondiale puis la guerre civile. Il met en avant le rôle des soviets dans les progrès de l'économie qui a dépassé le niveau d'avant-guerre, ce qui profite aux travailleurs, aux paysans et aux enfants (journée de 7 heures pour les ouvriers, annulation de dettes pour les paysans pauvres, budget supplémentaire pour la construction d'écoles). Ces réalisations, poursuit l'article, contrastent avec la situation des travailleurs dans les pays capitalistes, où règne une exploitation sans précédent.

Parce qu'elle est la seule révolution victorieuse, parce qu'elle remporte des succès dans la fondation d'une société messagère de paix et affranchie de l'exploitation, la Révolution russe,

ultime rempart contre la réaction, conclut l'article, doit être défendue contre les manœuvres des États capitalistes et de leurs alliés sociaux-démocrates. En conclusion, un appel solennel est lancé pour que « vive la première République au monde des ouvriers et des paysans ».

Le message que veut faire passer la CGTU à ses lecteurs peut donc se résumer ainsi : la Révolution d'octobre montre qu'il est possible de faire disparaître l'exploitation capitaliste, permettant ainsi d'améliorer le sort des ouvriers et des paysans, alors que dans les pays capitalistes, les travailleurs subissent une exploitation inégalée. Sur ce dernier point, la une du même numéro du *Proletarier* fait référence au dernier congrès de la CGTU, au cours duquel ont été dénoncés « la rationalisation capitaliste » (le travail à la chaîne) et le fait que, depuis le début de l'année 1927, « le patronat a pratiqué une réduction des salaires allant jusqu'à 30% ou 40% dans certaines industries »<sup>2</sup>.

Si l'article mentionne une reprise du rôle « des cohortes d'acier bolcheviques, sous la direction de génie de notre immortel Lénine » au moment d'octobre 1917, le rôle dirigeant du Parti bolchevique dans la suite des événements ne figure nullement dans l'article, ce qui pose question. Enfin, il est difficile d'apprécier l'importance du lectorat de l'article, le tirage et la diffusion du *Proletarier* n'étant pas connus.<sup>3</sup>

Michel Roth

## Vive la république des soviets !

Traduction de l'article de Joseph Mohn, au dixième anniversaire de la Révolution russe. (*Der Proletarier*, 25 octobre 1927)

« Il y a maintenant dix ans, le capitalisme se trouvait dans les flammes de la guerre impérialiste. Le pouvoir du capital avait précipité le monde entier

<sup>2</sup> CGTU Bulletin d'information sur l'application du programme de revendications immédiates élaboré au congrès de Bordeaux, p. 6-7, ftp.bnf.fr/024/N° 241320

<sup>3</sup> Claude LORENTZ, *La Presse alsacienne du XXe siècle. Répertoire des journaux parus depuis 1918*, BNU, Strasbourg, 1997, p. 321-322.

<sup>1</sup> Bernard PUDAL et Claude PENNETIER, *Le souffle d'Octobre 17*, Paris 2017, p.9.

au bord de l'abîme, du naufrage sans gloire, du néant culturel. En février 1917, au milieu du monstrueux chaos de la guerre, le signal de la révolution russe a jailli comme un éclair. Après un combat acharné avec les ennemis, sous la direction des cohortes d'acier bolchéviques, sous la direction de génie de notre immortel Lénine, le prolétariat a mobilisé ses forces et en octobre 1917, a créé une brèche profonde dans le camp impérialiste. Le soulèvement du prolétariat a apporté la liberté à tous les peuples de la vieille Russie. Le pouvoir des Soviets a transformé l'empire russe, la prison des peuples, en une fédération fraternelle des peuples, une fédération unie de son plein gré, et aussi solide que l'acier.

Sous les mots d'ordre «Égalité entre les peuples», «Liberté du développement national», «Promotion culturelle», «Liquidation de toute oppression nationale», «Fraternité entre les peuples», sous ces mots d'ordre, le prolétariat conduisit les peuples opprimés de la vieille Russie vers la liberté. La dictature du prolétariat remplaça la dictature de la bourgeoisie. La propriété de la bourgeoisie devint la propriété de l'État des travailleurs.

La révolution prolétarienne d'Octobre a transformé la Russie : de gendarme international, bourreau des peuples, elle est devenue messager de la paix et de la victoire sur l'exploitation.»

Rien ne peut mieux décrire la signification historique de la chute du pouvoir capitaliste en Russie que cet extrait du Manifeste du Comité exécutif central de l'URSS pour le dixième anniversaire de la Révolution russe.

Le 7 novembre 1917 (25 octobre dans l'ancien calendrier), les travailleurs sous la direction des bolchéviques prirent le pouvoir politique à Petersbourg. De là, la Révolution prolétarienne alla irrésistiblement de l'avant, franchit tous les obstacles, et emporta la victoire sur les armées d'invasion des États-Unis, de l'Angleterre, de la France, du Japon, de la Pologne, de l'Allemagne, de la Roumanie, brisa le blocus économique et, dix ans après, se dresse aujourd'hui plus solide que jamais. Le prolétariat russe s'est affranchi du joug ca-

pitaliste. Maintenant, il travaille et construit pour lui.

Le pouvoir tsariste du knout a laissé aux travailleurs et aux paysans un pays arriéré économiquement et culturellement. La guerre mondiale, les armées d'invasion et la contre-révolution ont dévasté et fortement endommagé les régions les plus fertiles et les centres industriels les plus importants. Un travail surhumain de reconstruction a été réalisé ces dernières années par les Soviets. Le niveau économique d'avant-guerre est déjà en partie dépassé. L'électrification du pays progresse rapidement. Les centrales électriques les plus modernes s'élèvent sur le Dniepr. Des milliers de nouvelles usines et de logements ouvriers étaient construits. Le système coopératif est en plein essor. Le socialisme grandit chaque jour, et renforce sa puissance face à la réaction capitaliste.

Pour le dixième anniversaire de la Révolution, le comité central des Soviets annonce de nouvelles et profondes améliorations pour les travailleurs et les paysans. La journée de travail de 7 heures est introduite sans diminution de salaire. Des crédits supplémentaires à hauteur de 50 millions de roubles sont dépensés pour la construction de logements ouvriers. Le fonds pour les invalides de guerre est doublé. Une contribution complémentaire de 15 millions de roubles pour la construction d'écoles est inscrite au budget. Les emprunts des paysans pauvres sont annulés. Une amnistie généreuse est accordée.

Voilà les améliorations et les allègements les plus importants que la République des travailleurs et des paysans de l'est, qui s'étend sur un sixième du globe, est en mesure de mettre en œuvre pour le dixième anniversaire de la Révolution.

Pour les travailleurs dans les pays capitalistes, c'est moins de salaire, des impôts plus élevés pour les militaires et les guerres coloniales, l'allongement du temps de travail et une exploitation et une oppression sans précédent.

De toutes les révolutions issues du chaos de la guerre mondiale, seule la révolution bolchévique en Russie est restée victorieuse. Dans tous les autres états capitalistes, les sociaux-démocrates, avec leurs «in-

telligentes» recettes de cuisine, ont remis en selle la réaction et sont devenus ses plus fidèles auxiliaires gouvernementaux ; ils calomnient et combattent la République des travailleurs avec les bourreaux du prolétariat à qui mieux mieux.

Les capitalistes de tous les pays, rendus jaloux et furieux par les succès et l'ascension ininterrompue de la République des Soviets, préparent des plans pour porter de nouveaux coups contre la Russie.

En cette affaire, les rois du pétrole anglais sont en première ligne. La France se trouve à leur remorque. Ces incendiaires veulent déclencher une nouvelle guerre pour abattre de l'extérieur la Révolution prolétarienne.

Le prolétariat mondial doit être plus vigilant que jamais, car la Russie soviétique est l'ultime rempart contre la réaction.

Dans les prochains jours, dans le monde entier, les regards vont se tourner vers le courageux prolétariat de la Russie soviétique et ses grands dirigeants. À perte de vue, le rempart des poings levés des travailleurs se dresse dans le monde entier et les prolétaires de tous les continents crient à la face de leurs oppresseurs :

**N'essayez pas d'attaquer la République des travailleurs et de paysans!**

Le jour de la première décennie de la révolution, nos délégués ouvriers d'Alsace, de France, du monde entier adresseront à nos frères de l'État prolétarien libéré, nos salutations, notre joie pour leurs succès, notre serment de les défendre contre leurs ennemis, nos ennemis.

Avec eux, unis avec le prolétariat du monde entier, nous crions à pleine poitrine :

**Vive la première République au monde des ouvriers et des paysans!**

**Vive le combat contre l'exploitation capitaliste!**

( Traduction : Michel Roth)

### **STAHL Ernest**

Né le 8 avril 1897 à Mulhouse (Haute-Alsace annexée), mort le 26 juin 1963 à Mulhouse (Haut-Rhin).

Cheminot, communiste, militant CGT ; secrétaire de la section communiste de Mulhouse avant la guerre ; arrêté par la police française en 1940, interné à Château-Sablou, arrêté par la Gestapo, interné à Schirmeck puis au camp de concentration de Dachau (1940-1945).

Son père, Auguste était ouvrier d'usine et protestant. Sa mère, Marie Weber, était catholique. Ernest fut enrôlé dans l'armée impériale pendant la Première Guerre mondiale. Comme de nombreux Alsaciens, il fut envoyé sur le front russe. En 1917 il vécut en Galicie la fraternisation avec les Russes. Des drapeaux blancs sortirent des tranchées russes, puis des tranchées allemandes. Les soldats se mirent à discuter jusqu'au moment où les officiers allemands les firent revenir. Il fut blessé en 1918. Invalide de guerre, il fut affecté au 2<sup>e</sup> régiment de la garde de l'empereur. Il y rencontra un spartakiste, Wedding. Il distribua des tracts annonçant la chute de l'empire. Il participa au soulèvement des soldats de la garde le 8 novembre 1918. Le 9 novembre tous les officiers furent mis aux arrêts par le conseil de soldats et à 11 heures la caserne fut remise au peuple de Berlin. Il regagna l'Alsace libérée et participa là aussi au conseil d'ouvriers et de soldats, à Mulhouse.

Il adhéra au parti communiste dès sa création. En 1931 il était secrétaire de la section communiste de Mulhouse. Il s'opposa aux tentatives de Walliser\* de rapprocher le PCF de la SFIO et rejoignit les positions de Marcel Rosenblatt\*. Il œuvra cependant en 1936 à réaliser l'unité avec les Jeunesses socialistes contre les fascistes. En 1937 cette unité d'action se manifesta par exemple pour troubler une réunion du colonel de La Roque à la Bourse du Travail. Ou encore contre une cérémonie religieuse de consécration du drapeau organisée par le patronat à Saint-Amarin.

Il fut arrêté à Besançon en tant que syndicaliste cheminot et interné au Château du Sablou (Dordogne) en 1940 mais il fut libéré en tant qu'ancien citoyen allemand (il était né sous l'Empire), ce qui n'empêcha pas qu'il soit arrêté par la Gestapo dès son retour en Alsace, le 12 juillet 1940, le

lendemain de l'arrestation de Joseph Stehlin\*. Les nazis avaient l'intention de frapper les directions communistes d'Alsace et de Moselle. Ernest Stahl fut l'un des premiers arrêtés, en tant que secrétaire de la section de Mulhouse. Il fut interné à Mulhouse jusqu'au 16 juillet, puis fut envoyé au camp de Schirmeck où il resta jusqu'au 3 décembre. Il fut ensuite successivement interné dans les prisons d'Ulm et Stuttgart avant d'arriver à Ingoldstat le 7 décembre. Le 12 décembre il fut envoyé à Dachau, où il arriva le 14 décembre (matricule 22179). Il y retrouva Marcel Rosenblatt\* et Joseph Stehlin\*. Tous trois comptent parmi les Français qui survécurent à la plus longue déportation à Dachau. Il fut libéré le 29 avril 1945 par les troupes américaines.

En 1949 il fut candidat aux élections cantonales de Sainte-Marie-aux-Mines.

Il avait épousé Mathilde Braun à Mulhouse, le 19 septembre 1920.

*Sources* : Archives du monde combattant, statut de déporté politique ; Archives de la Gestapo, liste du 19-9-1940 ; Arch. dép. du Bas-Rhin, rapport au préfet 1934, 98AL.

Françoise Olivier-Utard

### **ROLL Marie, Rosalie, née MEYER**

Née le 27 novembre 1896 à Mulhouse (Haute-Alsace annexée), morte le 2 novembre 1978 à Mulhouse (Haut-Rhin).

Ouvrière textile, militante communiste de Mulhouse (Haut-Rhin) ; membre de la direction du rayon de Mulhouse ; présidente de la section de Mulhouse de l'Organisation mondiale des femmes contre la guerre.

Marie Meyer était la fille de Marie-Anne Meyer, ouvrière du textile. Marie épousa le 14 juillet 1914 Émile Roll, maçon né le 2 février 1885 à Baviilliers (Territoire de Belfort) issu d'une famille de militants sociaux-démocrates. Le couple eut un enfant.

Elle travailla dans une usine textile de 1910 à 1923 (sauf pendant la guerre, où elle fut laveuse à l'hôpital civil de Mulhouse), puis dans une entreprise de bonneterie de 1923 à 1928. Elle quitta la vie professionnelle à

cette date. Elle adhéra au Parti communiste à la cellule de Mulhouse-Dornach le 1<sup>er</sup> août 1929. Son mari aussi. Elle devint membre de l'Organisation des femmes contre la guerre (Bund werktätiger Frauen) et présidente de sa section de Mulhouse.

Elle fut élue au comité régional du parti lors du congrès de Schiltigheim. Ne supportant pas les discordes internes liées à l'autonomisme conduit par Charles Hueber, elle quitta momentanément le Parti, de novembre 1930 à août 1931.

En 1934 elle était membre de la direction du rayon de Mulhouse, son mari membre de l'UL de la CGT. Elle assista au congrès d'Amsterdam-Pleyel du 20/21 mai 1934. À Mulhouse, elle était très assidue aux réunions et s'occupait de la vente des journaux et brochures du parti. En 1937, elle fut déléguée de Mulhouse au Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme.

*Sources* : Arch. de Moscou RGASPI (495, 270, 1428 : autobiographie du 30 novembre 1933) — Arch. dép. Bas-Rhin, 102 AL 47 — *Der Republikaner*, Mulhouse, 23 juin 1937 ; Archives de la Gestapo ; archives du comité national du parti communiste.

Françoise Olivier-Utard

### **EISENRING Alexandre**

né à Ensisheim (Haute-Alsace, Alsace-Lorraine) le 18 mai 1888, mort à Puebla (Mexique) le 14 septembre 1952, ébéniste puis ouvrier du textile, secrétaire général ou président de l'UD-CGT du Haut-Rhin de 1920 à 1938, conseiller municipal socialiste SFIO de Mulhouse de 1925 à 1938.

Alexandre Eisenring était le fils de Joseph Eisenring, menuisier, catholique et de Marie-Anne Pfister. Il a épousé le 1<sup>er</sup> août 1914 à Guebwiller Mathilde Wendling, ouvrière textile, qui décéda le 7 octobre 1923 ; il épousa en deuxièmes noces le 7 février 1925 à Mulhouse Eugénie Beyerlé, couturière. Ouvrier ébéniste à Guebwiller, il adhéra en 1904, dès la fin de son apprentissage, au « Syndicat libre » (= social-démocrate) et fut licencié par son patron. Une longue période de chômage le contraignit à chercher un emploi dans l'industrie textile. Après son service militaire dans l'armée allemande, il adhéra

au Parti social-démocrate. Il fut mobilisé en 1914, d'abord sur le front occidental, puis, en 1916, à l'intérieur de l'Allemagne. Le 13 novembre 1918, à Wilhelmshaven, il aurait incité les Alsaciens mobilisés dans la marine allemande à lutter dès leur retour dans leur pays, pour une Alsace autonome dans le cadre de la République allemande. Il dirigea un train de marins démobilisés, qui partit pour Strasbourg le 14 novembre. Accusé de s'être mis au service de la propagande allemande, il publia le 16 novembre à Strasbourg un communiqué où il affirmait ses convictions d'Alsacien et d'internationaliste. Le 20 avril 1919, il assura le secrétariat de la première assemblée générale de l'Union des syndicats des ouvriers de l'industrie textile d'Alsace CGT à Mulhouse. Il fut secrétaire permanent de cette organisation à Guebwiller (1919), à Saint-Amarin (janvier 1920 – février 1921), puis à Mulhouse. Arrêté par la gendarmerie le 1<sup>er</sup> août 1919, sur dénonciation d'un secrétaire des « syndicats indépendants » (= catholiques), qui l'accusait d'avoir fait l'éloge du bolchevisme dans une réunion publique à Moosch le 13 juin 1919, il fut déféré au Conseil de guerre de Strasbourg sous l'inculpation de propagande antimilitariste. Le 30 août 1919, Eisenring fut acquitté après avoir proclamé sa foi dans le socialisme démocratique. Lors de la constitution de l'Union départementale des syndicats CGT du Haut-Rhin, il en fut nommé secrétaire permanent. Il conserva cette responsabilité après la scission de 1922 et prit le titre de président de l'UD en 1927 : il était, semble-t-il rémunéré par la Fédération des Transports. Président de la SARL « Foyer de l'Ouvrier » fondée avec le soutien de la municipalité SFIO, il prit l'initiative de la construction de la « Maison du Peuple » à Mulhouse inaugurée par Léon Jouhaux le 11 novembre 1934. Pendant les grèves de juin 1936, il joua un rôle important dans les négociations avec le patronat mulhousien et lança le 10 juin aux ouvrières et ouvriers du Haut-Rhin un appel au calme. La montée des effectifs de la CGT réunifiée permit la création d'un poste de secrétaire général permanent de l'UD, dont Eisenring fut titulaire à dater du 22 mai 1937. Sur le plan politique, il était resté fidèle en 1920 à la SFIO, dont il fut président de la section de Mulhouse jusqu'en 1925. Il siégea au Conseil municipal de Mulhouse de 1925 à 1938. Il fut

souvent candidat aux élections cantonales. Aux élections législatives, il figura sur la liste socialiste en 1919 et 1924. Il fut candidat à Mulhouse-Campagne contre l'UPR Médard Brogly en 1928 et 1932 et contre Édouard Fuchs (UPR) en 1936. Démissionnaire de tous ses mandats le 14 mai 1938, il émigra au Mexique où son frère avait fait fortune. Il devint directeur d'une filature à Puebla. Il avait conservé des rapports avec ses camarades mulhousiens, auxquels il rendit visite en 1948.

*Sources* : « Als Bolschewist auf der Anklagebank », *Der Republikaner*, Mulhouse, 9 septembre 1919 — *Programm der sozialistischen Partei für die Kammerwahlen*, Mulhouse, 1936 (photo) — Archives Nationales, F7 13377, AJ 30 332 — Arch. dép. Bas-Rhin, 121 AL 870 — *Der Republikaner*, Mulhouse, 1918–1938 — *L'Ouvrier libre*, Mulhouse, 1923–1938 — *Le Républicain du Haut-Rhin*, Mulhouse, septembre et octobre 1952, J.-M. Bockel, et E. Riedweg, *Mulhouse du passé au présent*, Mulhouse, 1983 — Maitron – *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, fasc. n°9, Strasbourg, 1986, p.781-782.

Léon Strauss

### CAMUS Joseph

Né le 27 décembre 1874 à Phalsbourg (Lorraine, Alsace-Lorraine), mort le 28 janvier 1950 à Strasbourg (Bas-Rhin); chauffeur; socialiste; syndicaliste CGT, secrétaire du syndicat des ouvriers de fabrique CGT d'Alsace et de Lorraine, puis du Bas-Rhin.

Joseph Camus, fils naturel de Joséphine Camus, vingt-un ans, sans profession, naquit à Trois-Maisons, écart de la commune de Phalsbourg, le 27 décembre 1874. Il devint conducteur de « voiture à moteur » à Ostwald (Basse-Alsace), dans la banlieue sud de Strasbourg. Il résida à Strasbourg à partir de 1900 et adhéra au syndicat libre contrôlé par les sociaux-démocrates en 1907. Il fut nommé en 1913 secrétaire permanent du syndicat des ouvriers de fabrique d'Alsace-Lorraine, celui qui organisait le personnel des verreries, des tonnelleries et des industries diverses. Il garda ces fonctions après l'armistice de 1918 et jusqu'à 1939 dans le cadre de la CGT. Camus fut à plusieurs reprises candidat de la SFIO aux élections cantonales du Bas-Rhin, par

exemple à Woerth en 1919 et à Soultz-sous-Forêts en 1922. Lors de la réunification avec la CGTU en 1936, il dut partager ses responsabilités avec le communiste Dangelser\*. Évacué en Dordogne en 1939, il soutint l'initiative d'Eugène Imbs\* en vue de reconstituer l'Union départementale confédérée du Bas-Rhin sans les communistes en février 1940. Rentré en Alsace annexée par les Nazis, il dut travailler comme ouvrier au cimetière Nord de Strasbourg. Après la Libération, il fut secrétaire du syndicat CGT des ouvriers tanneurs du Bas-Rhin. Joseph Camus avait épousé à Strasbourg, le 28 mai 1926, Madeleine Hirlimann. Il épousa, en secondes noces, à Strasbourg le 26 septembre 1945 Joséphine Frank, veuve Fiederer. Il mourut à Strasbourg le 28 janvier 1950. R. Kunkel salua sa mémoire dans le journal de la CGT-FO : « Un militant disparaît » (*Force ouvrière*, 23 février 1950).

*Sources* : Arch. Dép. Bas-Rhin, D 286 (1920), AL 98, 635, HI 7 (1940), 544 D4. — *Journal d'Alsace et de Lorraine*, 11 décembre 1919. — *Die Volkstribüne*, Metz, 12 mars 1921, 17 février 1922, 5 mars 1922. — *Le Travailleur syndicaliste*, Strasbourg, 12 février 1938. — *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, fascicule n° 6, Strasbourg, 1985, p. 449.

Léon Strauss



Autobiographie de Charles Aschbacher, 1933  
RGASPI, 495 270 2078

Nous avons choisi de publier intégralement, et dans sa forme originale, l'autobiographie de Charles Aschbacher rédigée en 1933. Ce document provient des archives de Moscou. Il nous a été transmis par Claude Penetier.

Sa lecture semblera difficile à certains : c'est un germanophone qui a appris le français en prison. Son orthographe grammaticale est phonétique. Sa syntaxe est germanique : verbe en fin de phrase, absence de prépositions temporelles, genre inattendu de certains mots, accords mal faits, etc. Il y a des efforts maladroits pour se distancier de l'allemand : pas de majuscules aux noms mais pas de majuscules non plus en début de phrase. La lecture à haute voix s'impose donc pour faciliter la compréhension.

Cette autobiographie renseigne sur les pratiques mises en place pour les cadres du parti. Destinée à la commission des cadres du parti français, elle a ensuite été transmise à l'Internationale communiste, dont les archives sont désormais consultables. Brève, rédigée sur papier libre, elle répond vraisemblablement au questionnaire-cadre conçu au début de 1933 sur le modèle soviétique (allusion aux opinions politiques de la famille) mais n'est pas une autocritique. Les commentaires manuscrits qui figurent sur la page de couverture du dossier (ici donnés dans l'encadré) sont intéressants aussi : il y a deux écritures, donc deux auteurs. Le premier n'est pas familier de l'allemand (il y a une rature sur le nom à consonance germanique Asbacher/Aschbacher) ; il demande de vérifier les éléments de l'autobiographie, en particulier la dénonciation et tous les détails de la bio. Le second apporte les réponses tirées d'un dossier Alsace-Lorraine, souligne les qualités d'orateur d'Aschbacher (mais rien n'est dit sur la langue qu'il pratique en public), et donne des jugements sur son caractère somme toute peu avenant.

Ce document renseigne sur les conditions de vie des militants, sur la répression politique et syndicale. Il éclaire aussi le combat idéologique pour l'émancipation des femmes et le droit à l'avortement, légal en URSS depuis 1920 mais illégal en France depuis la même année.

Pour toutes ces raisons, il nous a paru utile de le publier comme document préparatoire à la journée d'étude de novembre 2017.

Alsace-Lorraine-1888-As(ch)bacher Charles

1) Vérifier quel est ce responsable du parti de Mulhouse qui l'aurait dénoncé à la police comme auteur d'un article poursuivi  
Toutes les déclarations de cette biographie sont à voir de près  
Vérifier Aschbacher 38

– Bon orateur  
– trop amour-propre, têtu, brutal  
– ??, un peu manœuvrier  
[réponse à 1] : par Wornecker, qui n'est plus du PC

Aschbacher Charles, né le 16-6-1897 à Huttenheim (Bas-Rhin)  
Secrétaire de l'Union locale unitaire de Colmar, 4 rue de Rapp

je suis le fils d'un ouvrier (machiniste) qui travaille momentanément comme ouvrier d'électricité à Guebwiller est gagne 900 francs par mois. la mère vit séparé du père, elle ait aussi une fille d'un ouvrier. tous 2 ne font rien dans les questions politiques est ont pas de liaison avec les organisations ou personnes politiques. ma femme s'appelle Elise Mérique est travaille dans le ménage. elle est déjà plusieurs années dans le parti est elle milite dans le sport ouvrier.

le père de ma femme est morts à la tuberculose des personnels (maladie prolétaires), la mère d'elle vie comme pauvrie de la commune de Guebwiller. mon travaille dans le parti à commencez dans la période de la scission de Tours. je suis entrez au Parti soc. le 1-1-1919. dans la création de la section communiste de Guebwiller j'étais 2<sup>e</sup> président est depuis j'ai travaillez activement dans le parti.

l'année 1922 sur une denunziation du commissaire spécial de Guebwiller l'état a fait un procès contre moi est 4 jeunes pour distribution des tracts des conscrits (antimilitaristes). dans le procès comme défenseur Ernest Laffont, j'ai reçu 2 mois de prison, l'État y aller en appel est j'ai reçu un an de prison. cette punition j'ai fait de septembre 1923 au mois d'août 1924 dans la prison de Colmar. mois aout (19 jours avant finir) j'ai étez amnistiez (loi amnistie de 1927).

mois septembre j'ai commencez comme secrétaire des syndicats de

kali CGTU est j'avais ce fonction jusqu'en janvier 1931.

de 1924 j'ai travaillez sans arrêt avec le cam. Walliser aussi secrétaire est actuellement de UL Mulhouse. sauf le temps que j'étais dans le prison. pendant plusieurs années j'étais aussi caissier du syndicat des mineurs Haut-Rhin.

j'étais seulement dans l'école populaire est j'ai étudiiez plus tard la littérature révolutionnaire.

la langue française que je parle pas comme il faut j'ai étudiiez moi-même 1923-1924, 1928 et 1931 dans le prisons. 1927, le député comm. du Reichstag allemand Emile Hollein a donnez en plusieurs éditions un livre « Contre le système de née des enfants ». sur sa proposition j'ai écrit une discussion (propagande) sur ce livre, (27-12-1927). l'article est venu dans l'Humanité Metz. cette article ma portez encore une fois deux mois de prison. parce que le responsable du parti de Mulhouse a donnez mon nom à la police que moi suis le type qui a écrit l'article. est encore une punition de 7500 frs. Le 21 août 1928 on ma pris pour 2 mois dans le prison à Colmar. parce que on a pas payer la punition d'argent le mois de juin 1930 pendant la grève des mineurs on a donnez l'ordre pour m'arrêtez mais je pouvez me retirer de l'arrestation jusqu'au 26 janvier 1931, le jour ou ont ma pris a Guebwiller est on ma envoyez dans le prison a Colmar. « je devais faire 4 mois ». La je restez encore une fois 2 mois est ont m'envoyer parce que l'ouvrier cheminot (( ?? Colmar) qui été avec moi puni est dans le prison on a saisie les meubles. est l'organisation des cheminots pour évitez ça a donnez l'argents.

pendant les deux dernière fois j'avais pas de régime politique, seulement 3 mois la punition en 1924 après les élections mai 1924 ont ma donnez le régime politique.

après que j'étais sortis du prison on ma prits pour une période d'un an comme secrétaire des métaux et depuis janvier 1932 secrétaire UL Colmar CGTU est responsable du parti (rayon Colmar)

membre du comité régional je suis depuis le congrès à Bischheim membre de la CGTU depuis 1929 après l'amnistie ou j'étais en liaison avec des syndiqués.

comme soldes j'ai actuellement 1.400 frs.

dans la Bio est une photo Colmar le 10 nov 33  
signé Aschbacher

### Le congrès de Strasbourg de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen (5-7 avril 1920)

Comme beaucoup de partis et de grandes associations françaises, la Ligue des Droits de l'Homme voulut tenir son premier congrès national d'après-guerre à Strasbourg, capitale des départements recouverts d'Alsace et de Lorraine. Le congrès, qui réunissait environ 300 participants, s'ouvrit le lundi de Pâques dans la salle municipale de l'Aubette, place Kléber, où s'était tenu un mois plutôt le congrès du Parti socialiste SFIO. Dans son allocution de bienvenue, le docteur Finck, président de la section du Bas-Rhin, invita les ligueurs à ne pas s'en tenir à une image dépassée de l'Alsace, celle des romans d'Erckmann-Chatrian : si l'Alsace de 1920 refusait le particularisme, il n'en demeurerait pas moins qu'elle était devenue régionaliste. Cette intervention, assez surprenante à la lumière de l'évolution ultérieure, très jacobine, des sections alsaciennes de la LDH, doit être replacée dans le débat qui divisait dès 1919 les radicaux-socialistes alsaciens : Finck, « revenu » pourtant de l'intérieur du pays, partageait les thèses anti-assimilationnistes défendus depuis mai 1919 par Camille Dahlet, futur député autonomiste de Saverne. Le président national, Ferdinand Buisson rappela l'action passée de la Ligue en faveur du retour de l'Alsace-Lorraine dans le sein de la République française. Louis Leblois, l'ancien avocat du colonel Picquart et l'un des principaux protagonistes de l'affaire Dreyfus, revenu à Strasbourg depuis l'année précédente, président d'honneur de la section de Strasbourg, monta ensuite à la tribune pour lire une déclaration des ligueurs de sa ville natale. Ceux-ci s'élevaient contre les atteintes à la liberté de conscience que représentaient l'obligation faite aux enseignants des écoles primaires d'Alsace et de Lorraine de donner des cours d'instruction religieuse et celle imposée aux élèves de suivre ces cours. Les délégués des « vieilles sections de la Ligue » furent, selon le reporter du quotidien socialiste, stupéfaits d'apprendre que les autorités françaises continuaient d'appliquer les dispositions édictées par les Allemands et en sanctionnaient les infractions par des peines d'amende et, en cas de récidive, par un emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux semaines. Libérés

sur le plan national, les Alsaciens se retrouvaient ainsi sous un joug religieux, vestige funeste de l'oppression allemande.

Après la séance inaugurale, les congressistes furent reçus à l'Hôtel de Ville, place Broglie, par le maire socialiste de Strasbourg, Jacques Peirotes. Il rappela que sa ville était le berceau de la Marseillaise et qu'elle serait « la première à poser les fondements de la société future » (on reconnaît là le pionnier du « socialisme municipal » et du logement social). Après un nouveau plaidoyer de Finck en faveur des libertés régionales, Buisson fit l'éloge des traditions libérales de Strasbourg déjà illustrées par les humanistes et les réformateurs du XVI<sup>e</sup> siècle.

Trois questions dominèrent les débats : les traités de paix et la création de la Société des Nations, objet des rapports des philosophes Théodore Ruysen et Victor Basch, l'introduction de la législation républicaine en Alsace et en Lorraine traitée par Albert Chenevier, conseiller juridique de la Ligue et enfin l'approfondissement de la démocratie en France à partir d'un texte du président Ferdinand Buisson.

Dans l'ensemble, les rapporteurs approuvaient assez largement l'œuvre de la Conférence de la Paix sans cacher certaines de ses imperfections. Pour Ruysen, « les traités sont un compromis entre l'idéalisme pacifiste et le réalisme brutal de la politique de force ». Le philosophe de l'université de Bordeaux applaudissait à l'application du principe des nationalités en Europe centrale et orientale. Il s'inquiétait pourtant du sort de l'Autriche, contestait l'annexion du Tyrol du Sud à l'Italie et se demandait s'il n'eût pas fallu accepter l'*Anschluss* de l'Autriche à un *Reich* pacifique ou son inclusion dans une Fédération danubienne. Tout en soulignant qu'il était juste d'imposer à l'Allemagne la réparation des dommages dont sa politique agressive était responsable, il soulignait les limites de sa capacité de paiement et réclamait une répartition plus équitable des charges entre les ex-alliés. Les traités comportaient des avancées décisives de la démocratie et la Ligue devait les défendre, mais une remise au point des « parties imparfaites des traités de 1919 » s'imposait. Il fallait la confier à la SDN.

Basch mit en évidence les différences du Pacte de la Société des Nations avec les projets élaborés par la Ligue des Droits de l'Homme avant et pendant la guerre. Le texte était incorporé dans un traité, celui de Versailles, lui-même discutable. La nouvelle institution internationale était fondée sur le principe autocratique de la loi imposée aux vaincus par les gouvernements des pays vainqueurs. La SDN aurait pu devenir la fédération universelle de toutes les nations du globe, y compris l'Allemagne, l'Autriche et la Russie : elle ne serait que la ligue des puissances de l'Entente. Elle ne serait pas un super-État, puisqu'elle ne disposerait pas de l'armée internationale qui lui aurait permis de faire prévaloir ses décisions. Au lieu de décréter le désarmement universel et simultané, elle se contentait de recommander timidement la réduction des armements. Au lieu de soumettre tous les conflits internationaux à un arbitrage immédiat et obligatoire, le texte ne prévoyait qu'une procédure compliquée et peu contraignante. Les colonies allemandes étaient attribuées aux nations victorieuses au lieu de bénéficier de la tutelle de la SDN. Le Pacte de la SDN n'avait pas osé « proclamer l'égalité des races et la reconnaissance du droit de tout homme, de toute race et de toute couleur de porter librement son travail en quelque lieu de la terre que ce soit ». Malgré ces critiques graves très en avance sur leur temps, Basch jugeait possible une amélioration du Pacte « jusqu'au point, sinon de réaliser entièrement l'idéal entrevu, puisque par définition, l'idéal est irréalisable, mais jusqu'à pourtant s'en rapprocher assez pour constituer un progrès immense dans la marche des hommes vers la Paix et la sécurité ». Le professeur d'esthétique à la Sorbonne, qui présidera la Ligue à partir de 1926 avant de périr en 1944, massacré par les miliciens de Touvier concluait, « en dépit de toutes les angoisses de l'heure », en faisant « confiance à l'avenir ». Il fit adopter une résolution selon laquelle la Ligue s'engageait à mener une propagande inlassable pour populariser l'idéal de la Société des Nations et amener le Pacte à devenir le grand instrument de la fraternité et de la concorde universelles ». Comme la veille, la minorité d'extrême-gauche contesta les conclusions des dirigeants de la Ligue, qui se refusaient à remettre en cause

leur soutien passé à la Défense nationale et dégageaient les dirigeants français de 1914, notamment Poincaré de toute responsabilité dans le déclenchement de la guerre. La contre-résolution du socialiste Oscar Bloch exigeant l'admission immédiate à Genève des États vaincus fut repoussée par 49 voix contre 16. La LDH restait « défensiste » et patriote.

Le rapport de Ferdinand Buisson évoquait les perspectives d'approfondissement des droits civiques par le vote des femmes, la représentation proportionnelle, le référendum, le droit d'initiative, l'instauration d'un régime social qui permettrait de faire disparaître la lutte des classes, le développement du syndicalisme des salariés y compris pour les fonctionnaires. Le comité central de la Ligue devrait mettre à l'étude la mise en œuvre d'une institution représentative des groupes sociaux-professionnels à côté de la représentation des individus par le suffrage universel. On reconnaît là le projet de Conseil national économique défendu depuis l'année précédente par les réformistes de la CGT et qui fut créé par un décret du gouvernement de Cartel des Gauches en 1925. L'extrême-gauche de la Ligue dénonça le caractère formel de la démocratie bourgeoise pour exalter « la vraie démocratie », celle des Soviets et des Conseils ouvriers. Les universitaires Ruysen et Bouglé montèrent alors au créneau pour mettre en garde contre cette dérive révolutionnaire. Un autre philosophe universitaire, Gabriel Séailles, reprocha aux socialistes français d'ignorer les traditions françaises du socialisme du XIX<sup>e</sup> siècle : la théorie de la souveraineté du travail a été depuis longtemps élaborée par Proudhon. Le grand historien de la Révolution française, Alphonse Aulard mit en garde le congrès contre une interprétation hâtive de l'expérience bolchéviste, dont on ne savait pas grand chose à ce moment en Occident. On s'accorda finalement sur un ordre du jour du comité central mettant à l'étude les expériences soviétiques.

Le rapport de Chenevier sur l'adaptation de l'Alsace et de la Lorraine aux lois françaises se prononçait pour une mise en expérimentation du régionalisme économique et juridique dans les trois départements. Ainsi pourraient y être maintenues les lois progressistes qui y étaient

en vigueur, notamment leur régime d'« assurances ouvrières », etc., en attendant leur extension aux +autres parties du pays dans une France largement décentralisée. Par contre, aucun compromis ne semblait souhaitable au rapporteur, applaudi par le congrès, sur la séparation des Églises et de l'État. Tout au plus, pourrait-on ménager une adaptation progressive en commençant par la laïcisation du système scolaire avant d'envisager l'abolition du régime « concordataire » des cultes. Enfin, le congrès s'élevait contre la mise en œuvre par la majorité parlementaire du « Bloc national » du rétablissement des relations diplomatiques avec le Saint-Siège.

Camille Dahlet, rédacteur en chef de *La République*, intervint dans le débat pour dénoncer les injustices qui avaient été commises en Alsace-Lorraine en 1919 par les commissions de triage, chargées d'éloigner les « indigènes indésirables ». Les dirigeants de la Ligue lui donnèrent l'assurance que tous les cas qui lui seraient transmis seraient étudiés et que l'on ferait des démarches pour rendre justice aux victimes injustifiées de ces procédures arbitraires.

La séance de clôture fut suivie d'un meeting public devant quelques centaines de Strasbourgeois. Célestin Bouglé rappela que ce n'est pas Louis XIV, mais la Révolution qui avait fait des Alsaciens des Français. Le docteur Finck rendit compte de la résolution sur l'Alsace-Lorraine et s'étendit sur les méfaits des commissions de triage. Il prit position pour le maintien du droit local et du bilinguisme. On entendit aussi Baylet de Bordeaux célébrer avec beaucoup de lyrisme et en citant Victor Hugo, la fraternité des peuples sur le Rhin, les futures États-Unis d'Europe et le désarmement général. Le public local vota une résolution affirmant son attachement aux principes de la laïcité, de la démocratie et de la paix et approuvant la résolution du congrès sur l'adaptation de l'Alsace et de la Lorraine à la loi française.

Léon Strauss

## Mai 1968 : Collectons la parole de celles et ceux qui l'ont fait !

### Et si on donnait enfin la parole à celles et ceux qui ont fait et vécu mai-juin 68 ?

Vous étiez apprenti, fonctionnaire, étudiant, ouvrier, employé, artisan, lycéen ou paysan, ou même enfant ? Mobilisez votre mémoire pour rappeler ce que furent ces journées et ces moments dans les usines, les bureaux, les villages, ou simplement dans vos familles. Envoyez-nous vos témoignages, peut-être même aussi une copie, un scan de ces photos noir et blanc gardées dans un carton, d'un vieux tract, d'une feuille de paye amputée à cause des grèves, d'un journal intime, de dessins ou de notes personnelles. **Vous avez jusqu'au 15 septembre 2017.**

Votre récit peut être un texte racontant ce que vous avez fait pendant les événements, décrivant vos impressions d'alors, ou mettant le souvenir en perspective, montrant comment 68 a eu un effet sur votre vie. Ou, beaucoup plus simplement encore, une scène qui vous a frappé-e, un fait *a priori* anodin mais qui vous a paru significatif, les petits événements auxquels vous avez assisté ou participé, un moment d'émotion ou de bonheur, une prise de bec en famille, une rencontre marquante, etc. (en indiquant brièvement qui vous étiez et ce que vous faisiez à l'époque).

Votre récit peut être un texte racontant ce que vous avez fait pendant les événements, décrivant vos impressions d'alors, ou mettant le souvenir en perspective, montrant comment 68 a eu un effet sur votre vie. Ou, beaucoup plus simplement encore, une scène qui vous a frappé-e, un fait *a priori* anodin mais qui vous a paru significatif, les petits événements auxquels vous avez assisté ou participé, un moment d'émotion ou de bonheur, une prise de bec en famille, une rencontre marquante, etc. (en indiquant brièvement qui vous étiez et ce que vous faisiez à l'époque).

Quels que soient leur forme, leur taille, leur style ou leur contenu, tous les éclats de mémoire qui peuvent reconstituer la mosaïque de ces deux mois extraordinaires sont les bienvenus. Et que personne ne s'interdise d'en apporter au prétexte qu'il ne « sait pas écrire » ou qu'il n'a « pas fait grand-chose ». C'est justement d'avoir été ensevelie sous le

flot de parole de ceux qui se croient importants que la mémoire de Mai s'est brouillée. Nous voulons au contraire retrouver la parole des innombrables soixante-huitards plus ou moins actifs sans qui l'événement n'aurait pas eu lieu – la vôtre.

**Élargissez le cercle!** Soit en relayant cet appel à témoignage, soit en faisant parler vos proches. Vous avez, dans votre famille, dans vos relations, parmi vos voisins, au bureau, un aîné ou une aînée qui a pris part à une occupation d'usine, à un piquet de grève, à une manifestation, à une échauffourée, ou qui tout simplement vous a raconté comment ces semaines l'ont marqué, et même – mais si! – un proche ou une relation que le mot « Mai 68 » suffit à rendre grognon avec le souvenir d'un chiffre d'affaires perdu, d'une rencontre houleuse avec des manifestants : cela nous intéresse aussi.

Toutes les formes de témoignages – écrite, audio ou vidéo – sont les bienvenues.

Vous l'avez compris, nous n'exigeons pas des témoignages forcément « bien écrits », nous souhaitons plutôt des souvenirs bruts, authentiques, brefs ou longs, accompagnés ou non de photo, de tracts, etc. des souvenirs qui fassent remonter de tous les endroits (campagne, villes moyennes, grandes villes, de tous les milieux sociaux, de toutes les générations, la parole de celles et ceux – vous – à qui l'occasion d'en parler n'a jamais été donnée, ou trop rarement.

Envoyez vos contributions à l'adresse suivante :  
mai68parceuxquiontfait@editionsatelier.com

Ou par voie postale :  
Les Éditions de l'Atelier  
« PROJET MAI 68 »  
51-55, rue Hoche  
94200 Ivry-sur-Seine

L'ouvrage des **Éditions de l'Atelier**, tel qu'il est envisagé, vise à repenser Mai contre la mémoire officielle, grâce au recours aux témoignages de ceux qui ont fait l'événement mais que l'on n'entend jamais raconter leur Mai 68.

Deux chercheurs, **Boris Gobbille** (maître de conférences de science politique à l'École normale supérieure de Lyon) et **Erik Neveu** (professeur de Science politique au sein de l'équipe ARENES-CNRS des univer-

sités de Rennes), assureront l'édition de cet ouvrage en organisant les témoignages par grands thèmes, soulignant des pistes de lecture des textes qui nous arriveront lors de cette collecte.

Vous pouvez envoyer par mail des documents (documents personnels, photographies, lettres, cartes postales, affiches, journaux... scannés à 600 dpi), vidéos (au format mp4, mov, mpeg...), ou audio (mp3) dans une limite de 10 Mo. Au-delà, il est préférable de passer par wetransfer.

### Dictionnaire biographique des mouvements immigrés

#### Appel à collaborations

La collection du dictionnaire Maitron s'ouvre à un nouveau projet de *Dictionnaire biographique des mouvements immigrés (DBMI)*.

Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, plus connu sous le nom du Maitron, comporte plusieurs volumes ou rubriques thématiques. Parmi ces rubriques, le *Dictionnaire biographique des mouvements immigrés (DBMI)* est un projet éditorial, élaboré en collaboration avec les responsables du Maitron et les éditions de l'Atelier, visant à collecter et publier des notices biographiques sur les militant·e·s de la cause des immigré·e·s en France.

#### Vie de l'association

##### Présidente

Françoise Olivier-Utard  
18, rue de l'Observatoire  
67000 Strasbourg  
03 88 61 81 03  
folivier@unistra.fr

##### Secrétaire

Jacques Ernewein  
3, rue des Balayeurs  
67000 Strasbourg  
03 88 36 66 35

##### Trésorier

Jean-Pierre Hirsch  
23, rue de Scherlenheim  
67270 Hochfelden  
03 88 91 76 40  
jp\_hirsch@aliceads.fr

##### Gérant de la publication

Pierre Krieger

##### Site Maitron

www.maitron.org

### Visite guidée du Strasbourg militant au tournant du siècle

Samedi 23 septembre 2017  
14h – 18h

Rendez-vous place Kléber,  
devant la Maison Rouge

Les adhérents d'Almémos, ainsi que leurs amis, sont invités à une visite guidée dans le Strasbourg militant d'avant la Grande Guerre. Jean-Pierre Hirsch commentera les divers lieux et évoquera la biographie des militants concernés. L'itinéraire, conçu pour être accessible à toutes les générations, se déroulera à pied et en tram.

La visite se terminera par un apéritif dans un de ces lieux historiques.

### Journée d'études 2017

#### L'Alsace et la Révolution russe de 1917

Samedi 18 novembre 2017  
9h – 17sh

Institut des Hautes Etudes Européennes  
10, rue Schiller  
Strasbourg

#### Appel à contributions :

Vous possédez des documents, des lettres, des photos etc ?

Vous êtes intéressé(e) par un travail de recherche sur le sujet ?

Vous avez lu un livre dont vous voudriez rendre compte ?

Contactez-nous :

Roth-messe@numericable.fr

Le programme définitif de la Journée d'études sera publié dans le bulletin de rentrée.

#### Maquette et mise en page

Pierre Roesch, Strasbourg  
pierreroesch@free.fr